



A tous ceux qui liront ces lignes, responsables politiques, parlementaires, et tout autre citoyen engagé dans l'avenir de notre pays et de notre République.

Mon témoignage est celui d'un maire d'une petite commune rurale, responsable et heureux d'accomplir au quotidien sa mission de proximité.

Depuis 10 ans, je constate un climat bien malsain au sein de notre République et en particuliers envers les territoires les plus éloignés des métropoles « vitrines ». Le vote régulier pour les extrêmes de tout bord en est une preuve tangible.



Les baisses de dotations régulières nous ont contraints à limiter les projets, parfois au détriment de la solidarité envers les plus faibles. Pourtant, nous, maires ruraux, nous tenons.

Or la ruralité est au cœur des enjeux et des transitions.

Pour assurer l'avenir alimentaire et énergétique, le développement sera au cœur des campagnes, dans des relations systémiques avec les centres urbains. Notre pays doit mettre en place un véritable plan Marschall et investir dans les transitions de demain. Alimentation, climat, énergies, mobilités que de beaux sujets pour l'initiative économique, l'emploi de proximité et la création de nouvelles valeurs ajoutées.

Mais nos gouvernants n'ont pas pris la mesure des enjeux et la colère qui gronde. Notre peuple exprime l'injustice sociale et fiscale, accuse l'errance politique dictée par la technocratie parisienne.

Aucun dirigeant européen n'est parvenu à résoudre la question de l'endettement des états. Les critères adoptés paralysent toute capacité d'assurer les mutations. C'est sur le peuple que les contraintes pèsent et non sur les champions de la productivité et de la finance. Aujourd'hui, les entreprises dites du CAC 40, ces financiers, ne pèsent plus rien en termes d'emplois et donc en termes de démocratie.

Vous les gouvernants, vous le savez, l'économie sociale et solidaire, les petites entreprises les associations recrutent bien plus. Une révolution démarre, comme une fin de cycle, comme une rupture avec 200 années d'ère industrielle et financière. Peut on ignorer cette nouvelle économie de proximité et toutes les valeurs qu'elle entraîne avec elle. Tout est à réinventer et mes concitoyens en sont conscients et regrettent l'autisme des leurs gouvernants.

Il est urgent de revoir la contribution de chaque français à l'effort national.

Non Mr le Président, les cadeaux aux riches n'apportent pas à l'emploi et au

développement, je suis sûr qu'eux-mêmes le savent, pour preuve les fondations caritatives créées et gérées par les plus riches entrepreneurs américains.

Notre pays a besoin d'un cap, d'une volonté et d'un effort collectif et partagé. Ce cap, il est devant nous, notre pays créé encore des richesses mais elles sont si mal réparties ; quant aux réformes, elles ne sont que des bidouillages incompréhensifs et très inefficaces. Le politique doit vite reprendre la maîtrise de notre pays, sans compromission mais avec le sens de l'intérêt général. On ne peut faire de la politique sans aimer son peuple.

Notre pays est un et entier. Ceux qui l'ont oublié ont dans le passé très mal vécu leur destin. Le peuple de France est un grand peuple.

Philippe ARNOULD, maire de la commune d'Arraye et Han en Meurthe et Moselle.